

Compétitivité de l'économie luxembourgeoise : une tendance à la dégradation qui se confirme

Cette année, le World Competitiveness Yearbook® (WCY) classe le

Luxembourg au 13^e rang mondial des économies les plus compétitives parmi 60 pays, soit un recul d'un rang par rapport à l'année précédente. Le Luxembourg ne parvient donc toujours pas à rétablir son positionnement des années 2007 et 2008 (4^e/5^e rang mondial), s'éloignant par ailleurs davantage du top 10. Une analyse détaillée du classement luxembourgeois révèle que la situation du marché de l'emploi et des finances publiques - des atouts traditionnels du Grand-Duché - s'érodent depuis plusieurs années. D'autres indicateurs de performance de l'économie luxembourgeoise demeurent relativement robustes, bien qu'influencés par des grandeurs volatiles telles que la valeur des actifs sous gestion du secteur financier ou les montants des Investissements Directs Étrangers (IDE).

Aux yeux de la Chambre de Commerce, les décideurs luxembourgeois se doivent d'agir afin de ne pas voir l'écart se creuser entre le Luxembourg et les pays les plus performants en matière, par exemple, de compétitivité-coûts, d'accès au crédit pour les PME, de simplification administrative, d'équité intergénérationnelle (pensions) et de finances publiques. Le caractère urgent des réformes structurelles est davantage renforcé suite aux perspectives macro-économiques pour le moins déprimées.

En 2013, les pays les plus performants du classement IMD sont les États-Unis, la Suisse et Hong Kong, en ligne avec les années précédentes. Les « grands perdants » du classement depuis les 15 dernières années, selon l'IMD, sont les pays européens, dont le Luxembourg, à l'exception de la Suède, la Norvège et l'Allemagne, classées cette année aux rangs 4, 6 et 9 respectivement. Les Pays-Bas, la France et la Belgique se positionnent respectivement aux 14^e, 26^e et 28^e rangs, et dont dernière le Luxembourg.

Des perspectives économiques mitigées

Le 29 mai 2013, l'OCDE a procédé à la publication de ses perspectives économiques pour l'année 2013 en cours ainsi

que pour l'année 2014. En ce qui concerne le Luxembourg, le tableau reproduit ci-dessous donne un aperçu quant à l'évolution attendue des principaux agrégats macro-économiques. Il est à noter que, eu égard aux prévisions de croissance économique, les experts de l'OCDE sont moins optimistes que ne l'a été le 21 mai, le STA-TEC dans sa dernière « Note de conjoncture ». Ainsi, en 2013, le PIB luxembourgeois ne devrait croître qu'à concurrence de 0,8% (contre 1,0% d'après le STATEC).

En 2014, la reprise économique serait d'ailleurs moins forte, d'après l'OCDE, ne s'élevant qu'à 1,7% (contre une croissance de 2,3% d'après le STATEC).

Les experts de l'OCDE estiment par ailleurs que « des réformes structurelles qui renforcent les incitations au travail, réduisent les obstacles à la concurrence et améliorent le système éducatif augmentent la croissance potentielle ». Cette analyse est en ligne avec celle proposée à travers l'étude IMD L'OCDE qui conclut son analyse en notant que « les risques sont essentiellement orientés à la baisse » ; faisant en sorte que les perspectives de croissance proposées sont à considérer comme étant la borne supérieure de ce qui peut être attendu.

Quatre piliers principaux, eux-mêmes composés de sous-piliers comprenant plus de 300 indicateurs, forment la base du classement IMD : savoir les piliers de performances économiques, d'efficacité et d'efficience des pouvoirs publics, d'environnement des affaires et de qualité des infrastructures. Le premier pilier des performances économiques est traditionnellement le pilier le plus fort du Grand-Duché.

Cette année, le pays gagne un rang dans ce pilier, passant de la 6^e à la 5^e place (contre toutefois une 2^e place encore en 2005), largement grâce à la valeur des actifs sous gestion présents au Grand-Duché (indicateur « portfolio investment assets ») qui, en hausse, propulse (+52%) rangs) le Luxembourg à la 3^e place de cet indicateur IMD (contre une 5^e place l'année précédente). Ce résultat est à accueillir avec prudence étant donné la grande volatilité de l'indicateur en question. De leur côté, les Investissements Directs Étrangers (IDE) placés dans le pays, également volatils dû au poids important du secteur financier par rapport aux autres secteurs, demeurent élevés comparés aux autres économies du classement IMD. Par contre, l'emploi et le chômage se détériorent nettement en 2013, soulignant la nature structurelle de la situation dégradée du marché de l'emploi.

Ainsi, l'indicateur de création d'emploi (« employment growth ») perd 5 rangs (passant de la 12^e à la 17^e place, et les indi-

cateurs de chômage à long terme et des jeunes chutent de 4 et 6 rangs respectivement (soit de la 14^e à la 18^e place et de la 24^e à la 30^e place, respectivement).

Contrairement aux indicateurs influencés par le secteur financier, aucun revirement majeur à la hausse n'est à espérer dans le sous-pilier relatif au marché de l'emploi. La tendance demeurera à la dégradation tant que des politiques fortes d'amélioration de la compétitivité ne seront pas déployées.

In fine, le Luxembourg ne parvient guère à améliorer son classement en matière de compétitivité-coût, en raison notamment d'une 31^e place due au niveau trop élevé de l'inflation ou encore du coût des loyers (43^e place). Le Luxembourg passe de la 16^e à la 18^e place dans le 2^e pilier, dit d'efficacité et d'efficience des pouvoirs publics, contre une 5^e place en 2005. C'est le sous-pilier des finances publiques qui fait chuter le classement du Grand-Duché dans ce pilier, en passant de la 15^e place en 2012 à la 17^e place en 2013 (-4 rangs, ou encore 9 rangs par rapport à une excellente 2^e place en 2005).

Dans ce sous-pilier, 10 indicateurs sur 12 sont en plus ou moins forte baisse : à noter, la perte de 12 rangs de l'indicateur de la soutenabilité des pensions, soit de la 27^e à la 39^e place, ou encore, la chute de 49 rangs de l'indicateur de croissance de la dette publique (« total general government debt to real growth »). Ce dernier passe de la 6^e à la 16^e place.

Le Baromètre Mensuel PwC

Ce mois-ci, le baromètre perd trois points pour s'établir à -3. Tandis qu'un optimisme modéré prévaut en Europe depuis le début de l'année, un vent de pessimisme souffle au Luxembourg depuis plus d'un an.

Au Luxembourg, le pessimisme des investisseurs s'alimente des dernières nouvelles économiques : la compétitivité se détériore selon l'institut suisse IMD qui vient de rétrograder le Luxembourg d'une place au 13^e rang mondial sur soixante. La situation du marché du travail caractérisée par une inadéquation entre des entreprises fermées et des travailleurs qualifiés et des chômeurs plutôt peu qualifiés explique ce résultat. La dégradation des finances publiques et la consécration budgétaire de 2013 affecte aussi la compétitivité et la croissance du pays qui devrait être inférieure à 1% en 2013 selon l'OCDE.

En Europe, les contraintes d'offre de crédits continuent de peser sur certains pays tandis que la zone euro resterait en récession en 2013. Les marchés s'attendent donc à un soutien monétaire plus large de la BCE à l'image de la Fed qui continue sa politique accommodante alors que l'économie américaine devrait rebondir à +1,9% en 2013. L'accord franco-allemand sur une coopération économique plus renforcée en zone euro, et le soutien de la Commission Européenne pour des réformes structurelles seront-ils en mesure de relancer l'économie en zone euro ?

(reçu de 13 places pour désormais boger à la 26^e place) pour ce qui est de l'image de marque du pays à l'étranger.

La chute de 13 rangs du sous-pilier dédié au marché de l'emploi est due aux sept indicateurs de perception de disponibilité de main d'œuvre suffisamment qualifiée, qui accusent des pertes de 3 à 6 rangs, par exemple en matière de disponibilité de main d'œuvre dans le secteur financier (-3 rangs), d'attraction et de rétention de talents» (-4 rangs), ou encore quant à la disponibilité de managers expérimentés (-5 rangs) sur le marché de l'emploi.

Finalement, le Luxembourg se maintient à la 23^e place au niveau du quatrième pilier relatif à la qualité des infrastructures, contre une 17^e place en 2005. Le sous-pilier des infrastructures technologiques gagne 2 rangs, cette année, passant de la 20^e à la 18^e place. Les progrès réalisés en matière de sécurité informatique et de connexion, à travers les nouvelles technologies de l'information et de la communication, ainsi qu'en matière de coopération technologique entre les acteurs tant du secteur privé que public sont salués par les auteurs de l'étude IMD.

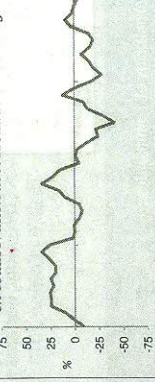
1) Le classement du World Competitiveness Yearbook (WCY) 2013 publié par l'Institut suisse IMD (International Institute for Management Development) repose tant sur des indicateurs statistiques que sur l'opinion des décideurs économiques et des dirigeants d'entreprises. Au Luxembourg, l'enquête auprès des entreprises est confirmée par la Chambre de Commerce.

Le Baromètre Mensuel PwC, en collaboration avec AGEFI Luxembourg, est un indicateur de confiance économique qui se veut être un outil simple et pragmatique visant à capter chaque mois l'atmosphère économique du Grand-Duché.

Cet indicateur combine les résultats de l'enquête de conjoncture réalisée par le STATEC sur les perspectives d'évolution de la production industrielle au Luxembourg avec ceux de l'institut de recherche allemand ZEW sur le sentiment économique des analystes et investisseurs pour la zone euro.

L'évolution du baromètre au cours des quatre dernières années est représentée par le graphique ci-dessous.

Le Baromètre Mensuel PwC en collaboration avec AGEFI Luxembourg



Source: STATEC, ZEW, PwC Market Research Institute